



# INTERNATIONAL COTTON ADVISORY COMMITTEE

1629 K Street NW, Suite 702, Washington, DC 20006 USA

Telephone (202) 463-6660 • Fax (202) 463-6950 • email [secretariat@icac.org](mailto:secretariat@icac.org)

## Déclaration de la 61<sup>ème</sup> réunion plénière

"Le secteur du coton au 21<sup>ème</sup> siècle : la croissance par le biais de l'investissement privé"

Les secteurs du coton et du textile de coton sont cruciaux pour la croissance économique des pays développés tout comme des pays en développement et contribuent à un développement à la fois durable et responsable sur le plan social. Le coton est la matière première de la richesse, de l'industrialisation et du développement. Il constitue une culture de rapport de premier ordre permettant de financer des secteurs aussi divers que celui de l'enseignement, de la santé, du logement et du transport, et sert fréquemment de tremplin pour l'industrialisation et l'amélioration du bien-être social.

Le Comité consultatif international du coton s'est réuni au Caire, en Egypte, du 20 au 25 octobre 2002 à l'occasion de sa 61<sup>ème</sup> Réunion plénière depuis 1939. Des représentants de 38 gouvernements et de 8 organisations internationales ont participé à la réunion.

1. La production mondiale a atteint le niveau record de 21,5 millions de tonnes en 2001/02, dépassant la consommation mondiale de 1,3 millions de tonnes, faisant ainsi passer les stocks de fin de campagne en dehors de la Chine continentale à leur niveau le plus élevé depuis 1985/86 (voir annexe 1). Les prix internationaux du coton sont tombés à 41,8 cents par livre en 2001/2002, leur niveau moyen le plus bas en trente ans. En 2001/02, les exportations mondiales de coton ont augmenté de 10% pour atteindre le niveau record de 6,5 millions de tonnes et la consommation mondiale du coton a passé la barre des 20 millions de tonnes pour la première fois. Par ailleurs, la part du coton sur le marché mondial des fibres textiles a augmenté pour la première fois depuis 1990, atteignant 40,7% en 2001 selon les estimations. Néanmoins, et malgré l'augmentation des quantités de coton produites, la valeur de la production mondiale a diminué de \$5 milliards par rapport à la campagne précédente, ce qui a eu des répercussions négatives sur les revenus de millions de producteurs, de fournisseurs d'intrants et de prestataires de services dans la plupart des pays.
2. Selon les projections du Secrétariat, la production mondiale va baisser de 10% en 2002/2003 pour passer à 19,3 millions de tonnes, alors que la consommation va augmenter de 2,5%, se situant ainsi à 20,7 millions de tonnes. Il est prévu que le prix international du coton augmente de 11 cents, pour atteindre 53 cents par livre en 2002/03. Toutefois, du fait de l'importance des stocks existants, il est prévu que les prix du coton restent bien en deçà du niveau moyen pour les 30 dernières années.

3. De nombreux pays encouragent une transparence accrue et une concurrence plus forte au sein de leurs secteurs cotonniers en vue d'améliorer l'efficacité et de promouvoir une plus grande croissance économique. Le Comité s'est vu décrire certaines réussites en matière de privatisation, ainsi que les défis que doivent continuer de relever les investisseurs du secteur privé dans bon nombre de pays. Les gouvernements membres sont convenus qu'il serait bon de revoir les politiques et les programmes faisant obstacle à l'augmentation des investissements consacrés à la production et à la transformation du coton. Il a notamment été indiqué que les barrières aux importations d'équipement tout comme les taxes perçues sur les achats d'équipement utilisé pour la production du coton représentent un obstacle à l'expansion du secteur cotonnier.
4. L'économie textile mondiale est étayée par la demande, et la concurrence au sein du secteur textile exige que les filateurs satisfassent à la demande croissante des consommateurs pour des produits de meilleure qualité. Le Comité a indiqué qu'il convenait de redoubler d'efforts afin d'encourager l'amélioration de la qualité du coton, augmentant ainsi la consommation de coton. Les agriculteurs, les filateurs et les négociants ont décrit au Comité différents systèmes d'évaluation de la qualité s'appuyant sur des instruments permettant de mesurer les caractéristiques intrinsèques de la fibre prisées par les filatures. Ces systèmes profitent à tous les secteurs de la filière cotonnière. La mise en œuvre de systèmes d'évaluation de la qualité s'appuyant sur des instruments pourrait mener à des incitations au niveau du prix qui pousseraient les producteurs à livrer au filateur un coton présentant des caractéristiques qui satisferaient mieux les attentes des consommateurs soucieux de qualité. On a également fait remarquer qu'il pouvait être onéreux d'introduire et d'exploiter des systèmes d'évaluation de la qualité s'appuyant sur des instruments. Par ailleurs, il serait bon d'améliorer la fiabilité des instruments et la répétabilité des mesures.
5. La question des mesures gouvernementales qui perturbent la production et les échanges du coton préoccupe la plupart des gouvernements membres et fait l'objet de débats au sein du CCIC depuis 1985. D'après le Secrétariat, en 2001/02 quatorze pays protégeaient leurs producteurs de coton par le truchement d'un appui direct aux prix et aux revenus. Ces mesures ont mené à une augmentation de la production cotonnière mondiale, une diminution des prix internationaux du coton et une perturbation du commerce du coton. Le Comité est très favorable à la réussite des pourparlers sur l'agriculture et d'autres thèmes actuellement en cours sous l'égide de l'OMC et estime que les pourparlers se traduiront par des réductions tangibles du niveau des mesures gouvernementales, essentiellement les soutiens intérieurs, qui donnent lieu à des perturbations de la production et du commerce mondial du coton.

Le Comité a reçu des propositions sur les mesures gouvernementales et le secteur mondial du coton. L'annexe II a été approuvée par la majorité des pays membres et les Etats-Unis ont également soumis une proposition qui a été acceptée dans son intégralité par la délégation grecque. Un thème commun à ces propositions est la recommandation selon laquelle, dans le cadre des pourparlers sur l'agriculture et d'autres dossiers ayant lieu sous l'égide de l'OMC, les gouvernements membres acceptent un calendrier spécifique de réduction des mesures gouvernementales qui perturbent la production et le commerce du coton. Il est également recommandé que les gouvernements étudient les façons de diminuer les droits de douane pesant sur les articles textiles et de confection cotonniers afin d'accroître les échanges de produits en coton. Il a également été reconnu que les problèmes de tous les producteurs de coton méritent une attention immédiate et davantage de compréhension.

6. Le Comité sur la recherche en matière de production cotonnière a organisé un séminaire technique sur la technologie, la gestion et le traitement pour un coton de qualité. Les ravageurs qui s'attaquent au coton provoquent non seulement des baisses de production mais également une détérioration de la qualité de la fibre. La culture du coton transgénique s'étend et représente déjà un tiers de la production mondiale. La filière cotonnière a accepté la technologie comme bien-fondée du point de vue scientifique et il ne semble pas qu'il y ait d'incidence sur le commerce mondial du coton. Face aux faibles prix du coton, les producteurs réagissent en modifiant leurs pratiques agricoles et certaines de ces modifications ont une incidence négative sur la qualité de la fibre. Selon le consensus, les systèmes d'évaluation de la qualité s'appuyant sur des instruments sont supérieurs au classement manuel du coton, mais il convient d'harmoniser les systèmes d'évaluation de la qualité s'appuyant sur des instruments dans le but d'accroître la vitesse et la précision de ces essais, produisant ainsi des résultats fiables jouissant de la confiance du secteur. Les systèmes nationaux d'évaluation de la qualité doivent inclure les mesures des caractéristiques de la fibre qui décrivent la performance du coton en filature afin d'encourager une plus importante production de coton présentant les caractéristiques recherchées par les filateurs, améliorant ainsi l'utilisation du coton.

Le séminaire technique organisé en 2003 par le Comité portera sur "L'effet des progrès dans les méthodes industrielles sur la demande de coton de qualité".

7. Le Comité a confirmé qu'il s'engage à continuer à appuyer les réseaux régionaux, les conférences économiques internationales cotonnières et les conférences mondiales sur la recherche cotonnière. La conférence: "Le coton : moteur de croissance économique, Ouzbékistan 2002" se tiendra à Tachkent du 14 au 16 novembre 2002 conjointement à une réunion du Réseau asiatique de recherche et de développement cotonnier. Un séminaire international sur la gestion des risques de prix du coton sera organisé par le Secrétariat au Burkina Faso les 17 et 18 février 2003. La troisième Conférence mondiale sur la recherche cotonnière aura lieu au Cap, en Afrique du sud, du 9 au 13 mars 2003; environ 250 documents de recherche seront présentés.

8. Le Comité a reçu le rapport de son Panel consultatif du secteur privé. Le PCSP a enjoint le Comité de mettre en exergue l'importance de l'application de bonnes pratiques commerciales dans les secteurs du coton et des textiles en coton et a suggéré que le Secrétariat étudie comment encourager au mieux le respect du concept de l'inviolabilité des contrats en matière d'échanges de produits textiles et de confection. Le PCSP a appuyé les efforts visant à accroître la demande mondiale de coton par le biais des activités du Forum international pour la promotion du coton. Le PCSP a encouragé les gouvernements à mettre au point des normes de qualité du coton axées sur les consommateurs et fondées sur les méthodes d'évaluation de la qualité s'appuyant sur des instruments. Le PCSP a préconisé que le Secrétariat continue d'offrir des informations sur la question de la gestion des risques de prix du coton. Les gouvernements membres ont remarqué que le CCIC a profité de manière concrète et spécifique des contributions apportées par le PCSP depuis sa création en 1999 et qu'il convenait de remercier chaque membre individuel pour ses efforts.
9. Le Comité a entendu un rapport sur les activités du Forum international pour la promotion du coton et est convenu que le travail mené à bien par le Forum est important et mérite de continuer. Le Forum est un organe non gouvernemental réunissant des organisations nationales et internationales du secteur cotonnier. L'objet du Forum est d'appuyer la création et d'encourager l'expansion de programmes nationaux visant à augmenter la consommation du coton au stade du détail. Le Forum fait office de centrale d'information sur les méthodes de promotion du coton ayant fait leurs preuves, les meilleures pratiques de communication au niveau du commerce de détail et les mesures rentables permettant d'accroître la demande du consommateur.

Le Comité consultatif a invité le Comité permanent à étudier une proposition selon laquelle le Secrétariat pourvoirait un poste d'expert en matière de promotion du coton. Lorsque le Comité permanent considérera la proposition, il évaluera avec soin les buts et objectifs du nouveau poste, les répercussions budgétaires de la proposition, l'incidence que l'adjonction d'un expert en matière de promotion aurait sur la relation entre le CCIC, le Forum international pour la promotion du coton et les autres organes du secteur cotonnier, et les répercussions que le recrutement d'un expert en matière de promotion aurait sur les autres activités du Secrétariat.

10. Le CCIC a indiqué sa reconnaissance au Fonds commun des produits de base pour l'aide que cet organisme apporte au développement du coton et a reconnu les avantages pour le secteur cotonnier que présentent les projets financés par le Fonds. Depuis que le Fonds est devenu pleinement opérationnel en 1991, il a donné son aval à 10 projets, pour un total de plus de 20 millions de dollars des Etats-Unis en prêts et en dons.

11. Suite à une invitation du gouvernement polonais, la 62<sup>ème</sup> réunion plénière du Comité aura lieu à Gdansk, en Pologne, du 7 au 12 septembre 2003. Le Comité a accepté l'invitation du gouvernement argentin pour accueillir la 63<sup>ème</sup> réunion plénière en 2004.

## GOUVERNEMENTS MEMBRES

Afrique du sud, Allemagne, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, Chine (Taiwan), Colombie, Corée du Sud, Côte d'Ivoire, Egypte, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Inde, Iran, Israël, Italie, Japon, Mali, Nigéria, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Pologne, Royaume-Uni, Russie, Soudan, Suisse, Syrie, Tanzanie, Tchad, Togo, Turquie, Zimbabwe.

**ANNEX I**  
**SUPPLY AND DISTRIBUTION OF COTTON**  
**October 25, 2002**

Years Beginning August 1

	1998	1999	2000	2001 Est.	2002 Proj.	2003 Proj.
Million Metric Tons						
<b>BEGINNING STOCKS</b>						
<b>WORLD TOTAL</b>	<b>10.238</b>	<b>10.357</b>	<b>9.582</b>	<b>9.219</b>	<b>10.17</b>	<b>8.80</b>
CHINA (MAINLAND)	4.692	4.723	3.412	2.737	2.58	1.88
USA	0.846	0.858	0.852	1.307	1.57	1.46
NET EXPORTERS	2.924	2.814	2.751	3.033	3.68	3.29
NET IMPORTERS 1/	7.314	7.542	6.831	6.186	6.49	5.51
<b>PRODUCTION</b>						
<b>WORLD TOTAL</b>	<b>18.718</b>	<b>19.081</b>	<b>19.444</b>	<b>21.510</b>	<b>19.29</b>	<b>20.16</b>
CHINA (MAINLAND)	4.501	3.829	4.420	5.320	4.65	5.03
USA	3.030	3.694	3.742	4.420	3.93	3.64
INDIA	2.805	2.652	2.380	2.686	2.38	2.67
PAKISTAN	1.494	1.911	1.816	1.802	1.72	1.85
UZBEKISTAN	1.000	1.128	0.975	1.055	1.00	1.04
TURKEY	0.882	0.791	0.880	0.922	0.90	0.91
OTHERS	5.006	5.075	5.231	5.304	4.71	5.02
<b>CONSUMPTION</b>						
<b>WORLD TOTAL</b>	<b>18.672</b>	<b>19.752</b>	<b>19.747</b>	<b>20.167</b>	<b>20.66</b>	<b>20.94</b>
CHINA (MAINLAND)	4.400	4.800	5.050	5.500	5.60	5.68
INDIA	2.781	2.939	2.924	2.907	2.97	3.01
EU, C. EUR. & TURKEY	2.261	2.431	2.367	2.474	2.50	2.51
USA	2.265	2.230	1.929	1.673	1.73	1.70
EAST ASIA & AUSTRALIA	2.003	2.094	2.075	2.055	2.08	2.09
PAKISTAN	1.625	1.700	1.760	1.900	2.00	2.04
BRAZIL	0.797	0.852	0.871	0.860	0.88	0.90
CIS	0.432	0.561	0.661	0.714	0.76	0.82
OTHERS	2.108	2.146	2.110	2.083	2.15	2.20
<b>EXPORTS</b>						
<b>WORLD TOTAL</b>	<b>5.501</b>	<b>6.168</b>	<b>5.922</b>	<b>6.454</b>	<b>6.52</b>	<b>6.47</b>
USA	0.946	1.470	1.472	2.381	2.32	2.34
UZBEKISTAN	0.900	0.893	0.800	0.810	0.74	0.74
CFA ZONE	0.818	0.841	0.718	0.715	1.06	0.93
AUSTRALIA	0.660	0.696	0.849	0.680	0.58	0.56
GREECE	0.285	0.310	0.244	0.290	0.25	0.23
ARGENTINA	0.244	0.079	0.091	0.048	0.02	0.02
CHINA (MAINLAND)	0.148	0.369	0.097	0.075	0.15	0.10
<b>IMPORTS</b>						
<b>WORLD TOTAL</b>	<b>5.414</b>	<b>6.058</b>	<b>5.771</b>	<b>6.193</b>	<b>6.52</b>	<b>6.47</b>
EAST ASIA & AUSTRALIA	1.985	2.053	2.015	2.096	1.98	2.02
EU, C. EUR. & TURKEY	1.367	1.651	1.454	1.595	1.42	1.39
SOUTH AMERICA	0.465	0.527	0.315	0.275	0.43	0.46
CIS	0.243	0.316	0.413	0.413	0.41	0.41
CHINA (MAINLAND)	0.078	0.030	0.052	0.102	0.40	0.60
<b>TRADE IMBALANCE 2/</b>	<b>-0.088</b>	<b>-0.110</b>	<b>-0.151</b>	<b>-0.261</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
<b>STOCKS ADJUSTMENT 3/</b>	<b>0.160</b>	<b>0.007</b>	<b>0.090</b>	<b>-0.130</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
<b>ENDING STOCKS</b>						
<b>WORLD TOTAL</b>	<b>10.357</b>	<b>9.582</b>	<b>9.219</b>	<b>10.172</b>	<b>8.80</b>	<b>8.02</b>
CHINA (MAINLAND)	4.723	3.412	2.737	2.585	1.88	1.73
USA	0.858	0.852	1.307	1.568	1.46	1.07
NET EXPORTERS	2.814	2.751	3.033	3.682	3.29	2.88
NET IMPORTERS 1/	7.542	6.831	6.186	6.489	5.51	5.14
<b>ENDING STOCKS/USE 4/</b>	<b>0.39</b>	<b>0.39</b>	<b>0.44</b>	<b>0.52</b>	<b>0.48</b>	<b>0.44</b>
<b>COTLOOK A INDEX 5/</b>	<b>58.90</b>	<b>52.80</b>	<b>57.20</b>	<b>41.80</b>	<b>53*</b>	<b>57*</b>

1/ Includes Brazil, China (Mainland), Colombia, India, Mexico, Pakistan, Turkey and traditional importers.

2/ The inclusion of linters and waste, changes in weight during transit, differences in reporting periods and measurement error account for differences between world imports and exports.

3/ Difference between calculated stocks and actual; amounts for forward seasons are anticipated.

4/ World-less-China (Mainland) ending stocks minus China net exports, quantity divided by world-less-China consumption.

5/ U.S. Cents per pound. The projections for 2002/03 and 2003/04 are based on net China (Mainland) trade and world-less-China (Mainland) ending stocks-to-use ratio.

\*/ 95% confidence interval extends 12 cents above and below the point estimate.

# Government Measures and the World Cotton Industry

## INTERNATIONAL COTTON ADVISORY COMMITTEE

Cairo, Egypt

October 2002

Member governments of the ICAC have observed the critical situation that the world cotton industry is going through and wish to provide possible solutions. Our approach to solving the present situation could be a blue print for other commodities currently experiencing similar circumstances. Short-term solutions are not envisaged due to the fact that voluntary measures to restrain production do not seem to be possible. Representatives of the World Bank at the Conference on Cotton and Global Trade Negotiations held in Washington, DC during July 8 and 9, 2002 agreed that it might be possible to work with countries for remedial actions.

Cotton prices averaged US 42 cents per pound in 2001/02, the lowest level in 30 years. The Secretariat estimates that the elimination of subsidies could have a positive impact of US 31 cents per pound on average prices. Low prices are mainly a consequence of political factors that need political actions. For decades, countries have envisioned a free market and the reduction and elimination of subsidies, but these goals can only be achieved by political action.

Countries may wish to consider the following threefold strategy:

- Within the context of the ICAC, it is necessary to develop strategies for the reduction and elimination of subsidies, so that governments can act through their negotiators at the World Trade Organization (WTO).
- Outside the context of the ICAC, governments and the private sector should foster alliances to persuade countries that support farmers through income or price subsidies to reduce and eliminate such measures. It is necessary to show policy makers and the general public the harm that these measures inflict on farmers of other cotton producing countries.
- Countries with short-run difficulties due to low cotton prices may look for solutions within The World Bank and the International Monetary Fund. This could include seeking grants and common funds to help industries survive until negotiations at the WTO are finished, and agreements implemented.

It is necessary for countries to compromise in looking for effective strategies so all parties involved in the solution can agree on the terms. It is suggested that interested countries take a leading role in seeking actions within the WTO. A partnership between governments and the private sector could lead to actions outside the ICAC and the WTO. These actions could be informally planned in forums that countries deem proper.

### **1. Within the ICAC**

#### **1.1 The WTO Timetable**

Conclusions from the discussion of government measures at the 61<sup>st</sup> ICAC Plenary Meeting might be used by governments to table final proposals for the last session on modalities for domestic support scheduled for March 25-31, 2003.

The Working Group on Government Measures of the ICAC (WGGM) may provide additional recommendations before the last WTO meeting in March 2003 and for the WTO Ministerial in Mexico.

## 1.2 Informal Multilateral Dialogues among Countries

Some participants at the Conference on Cotton and Global Trade Negotiations expressed their intention to have a dialogue among private industries so as to look for amicable solutions to world overproduction triggered by subsidies, and other factors.

In this respect, the ICAC could facilitate informal meetings among domestic cotton industries that wish to look for solutions. It is foreseen that some countries will have the opportunity to review their own paradigms after listening to foreign perspectives, thus having the opportunity to assess the validity of their premises.

This dialogue could be bilateral or multilateral. The Secretariat may be asked to facilitate these dialogues.

## 2. WTO Actions

The core of the work carried out by the ICAC and its WGGM aims to supply governments with strong economic analysis and data regarding low prices in international markets and the impacts of subsidies. Governments must report on injuries caused by low prices.

There are two approaches: governments may wish to negotiate cotton along with other commodities or propose a single-track treatment segregating cotton from other commodities.

### 2.1 WTO Negotiations – General Approach

Governments individually or collectively may work within the regular framework of agricultural commodity negotiations, protecting the special role that cotton has in trade and in developing economies. Groups of countries with cotton interests may table proposals specific to cotton and equate cotton with other commodities.

### 2.2 WTO Disaggregated Negotiation for Cotton

Governments could propose a negotiation for export subsidies and domestic support on a disaggregated basis, which would result in limits on, and cuts to, export subsidies and domestic supports for each commodity, including cotton.

### 2.3 Schedules on Reductions of Subsidies

It is suggested that schedules be proposed by each government at the WTO on the reduction of government measures that distort cotton markets and production. It is necessary to start agreeing to commitments.

2.3.1. Basic Commitment – Countries that export cotton must commit to a schedule for reduction and elimination of subsidies, in order to export or participate in international markets. Countries that do not eliminate subsidies or try to circumvent schedules could face retaliation from injured countries on related trade issues, for example, after WTO arbitration awards injured countries may retaliate delaying commitments on schedules for Intellectual Property Rights (TRIPs) for software, pharmaceuticals, phonographs and other sensitive products.

2.3.2. Early harvest (prior to January 2005): 50% reductions on all export subsidies.

2.3.3. 2005: (i) Elimination of all export subsidies, (ii) elimination of price and income support measures; and (iii) elimination of all measures that distort cotton trade and production.



## 2.4 Dispute Complaints Under WTO Proceedings

Disputes are important tools to achieve recognition of WTO violations and help negotiations where the legal framework falls short. Effective alliances of countries injured by the present situation could help clarify distortions caused by low prices and weaknesses in the WTO legal framework.

Complaints can be presented at the WTO regarding violations of standards on subsidies under the Peace Clause of the Agreement on Agriculture, or after January 1, 2003, under the Agreement on Subsidies and Countervailing Measures.

## 2.5 Aggregating Cotton and Cotton Textiles and Apparel

It is important to look for ways to accommodate agricultural negotiations on cotton with reductions of tariffs for cotton textiles and apparel, in order to open the market for value-added products.

## 2.6 Disclosure of Government Subsidies to the WTO

Subsidies that distort production and trade must be disclosed by governments before implementation, and other subsidies must be disclosed every year, so that affected countries have the opportunity to act in a timely manner under WTO proceedings. It has been discouraging for many countries injured by subsidies to learn that government measures are sometimes disclosed to the WTO Secretariat two or three years after implementation.

## 3. Education on the Source of Subsidies

In general, there is a consensus that subsidies are not a problem that can be solved at the economic level. Subsidies are at the heart of domestic politics. Therefore, countries and injured industries need to implement political actions in order to attack subsidies at the source. Policy makers and the general public in developed countries that subsidize cotton need to be informed of injuries caused by market distortions.

Private industry, non-government organizations (NGOs), and injured countries may organize alliances to educate policy makers and the public in developed countries. Alliances may use media and other means to target audiences with educational programs on injuries and low prices due to subsidies.

## 4. Special and Differential Treatment for Developing Countries

Many developing countries have expressed their need to enhance the Special and Differential treatment at the WTO. Since the 1980s, developed countries have invested thousands of billions of US dollars in their rural sectors, supporting about 35% of their producer's income, thus acquiring a competitive advantage that developing countries cannot match. Elimination of subsidies and trade barriers that developed countries have for cotton is just the first step in achieving a level playing field for all countries. Therefore, negotiations cannot be matched with symmetric reciprocity from developing countries with few competitive advantages, such as labor, and climate.

Basic Commitment – Cotton dependent countries will have a grace period of five 5 years to start gradual reductions on tariffs and subsidies within a period of ten years.